



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE

Société CHEMINEAU LABORATOIRES à VOUVRAY

Installation de fabrication et conditionnement de produits pharmaceutiques et cosmétiques

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 15866 du 4 avril 2001 autorisant la société Laboratoires CHEMINEAU à poursuivre après extension l'exploitation de ses installations situées 93, route de Monnaie à VOUVRAY ;
- Vu** le point 13 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) faisant suite à l'inspection du 1^{er} octobre 2024 et transmis à l'exploitant le 28/10/2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement - l'informant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

Lors de la visite en date du 1^{er} octobre 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le réseau d'extinction automatique d'incendie présente plusieurs points de non-conformité à la règle APSAD R1, dont une non-conformité avec « risque potentiel de mise en échec ».

Ces écarts constatés peuvent avoir un impact important sur l'environnement notamment sur les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. Ils constituent un manquement aux dispositions du point 13 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

Au vu de ces éléments, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société CHEMINEAU LABORATOIRES de respecter les dispositions du point 13 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Indre-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet :

La société CHEMINEAU LABORATOIRES exploitant une installation de fabrication et conditionnement de produits pharmaceutiques et cosmétiques sise 93, route de Monnaie sur la commune de VOUVRAY est mise en demeure de respecter les prescriptions du point 13 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 :

- en mettant en œuvre les actions correctives en réponse aux non-conformités identifiées dans le rapport de vérification semestrielle du système d'extinction automatique de septembre 2024, **dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

Article 2 : Sanctions :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire par voie postale ou numérique ;
- un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques - Direction Général de la Prévention des Risques – Arche de la Défense – Paroi Nord – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est également soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLÉANS Cedex, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Article 4 : Publicité :

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale de 2 mois, conformément à l'article R.171-1 du code l'environnement.

Article 5 : Exécution :

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de la commune de Vouvray sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé réception.

Tours, le

10 DEC. 2024

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,

Xavier LUQUET